

PARIS POUR SAUVER L'EURO

Christian BIALÈS

Ancien élève de l'École normale supérieure Paris-Saclay
Agrégé de l'Université
Professeur honoraire de Chaire Supérieure
en Économie et Gestion
www.christian-biales.fr

Ce site se veut évolutif. Pour cela il fait l'objet d'un enrichissement documentaire régulier.

© Les textes édités sur ce site sont la propriété de leur auteur.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise, aux termes de l'article L122-5, que les reproductions strictement destinées à l'usage privé.

Pour toute utilisation de tout ou partie d'un texte de ce site, nous vous demandons instamment d'indiquer clairement le nom de l'auteur et la source :

CHRISTIAN BIALÈS

Professeur honoraire de Chaire Supérieure en Économie et Gestion
Montpellier (France)

www.Christian-Biales.fr

Tout autre usage impose d'obtenir l'autorisation de l'auteur.

Je partage la conclusion exprimée dans « atlantico.fr » le 4 juin 2018 par Bruno Alomar, ancien haut fonctionnaire à Bruxelles : « Pour ma part, j'ai tendance à penser que les défauts de la zone euro, bien qu'il ne faille pas en surestimer les effets, ne peuvent pas être corrigés. Les États ont des intérêts et des conceptions monétaires trop éloignées. Tôt ou tard, je pense que l'Allemagne et l'Italie ne partageront plus la même monnaie. Ce ne devrait pas être un drame...mais cela le sera sans doute du fait de l'incapacité des élites soit de l'empêcher, soit de l'organiser ».

Comme le propos de B. Alomar rejoint l'analyse qui parcourt cet historique de l'euro depuis longtemps, j'en profite pour exprimer mon point de vue personnel sur la situation de la zone euro depuis l'arrivée d'É. Macron à l'Élysée : on est actuellement, selon moi, en présence de trois paris.

♦ Il y a celui des Allemands, persuadés que la dimension économique, et plus spécialement monétaire, prime sur tout et que l'ordolibéralisme est la seule idéologie qui vaille. Ils parient que pour assurer la réussite de la zone euro, elle doit s'imposer à tous.

♦ Il y a celui d'É. Macron, qui, tranchant avec la stratégie de ses prédécesseurs qui espéraient trouver une voie moyenne entre les pays du Nord et ceux du Sud, tente de faire en sorte que la France gagne en crédibilité, spécialement aux yeux des Allemands, en menant une politique conforme au pacte budgétaire européen – bien qu'il critique le « fétichisme budgétaire » – et en adhérant à « l'économie sociale de marché » à l'allemande. Il parie que, ce faisant, il se met en situation de défendre avec quelques chances de succès son projet de relance européenne et de réforme de la zone euro.

♦ Et il y a un pari qu'aucun dirigeant européen actuel ne fait mais qui a ma préférence : on ne pourra pas remédier avec des bouts de sparadrap aux vices congénitaux que connaît l'euro depuis sa naissance, au premier rang desquels se trouve l'erreur d'avoir voulu faire une « monnaie sans souverain », autrement dit d'avoir mis « la charrue avant les bœufs ».

- Certes, la construction monétaire a eu sa logique, puisée dans la stratégie des pères fondateurs, celle des « petits pas ». On a commencé dans le domaine de l'énergie (CECA), qui a été élargi aux autres secteurs économiques avec le Marché commun, ce qui a permis de déboucher sur le Marché unique pour promouvoir les « quatre libertés » de circulation (biens, services, capital, travail). A partir de là, il est compréhensible que l'on ait pensé à concevoir une monnaie unique (ou commune), en estimant que cela parachèverait le marché unique et que ce serait un pas supplémentaire en direction de l'union politique.

- Mais c'est précisément là que le bât blesse !

Pour qu'une monnaie unique soit viable, pour que la construction économique et monétaire de l'Europe ne soit pas bancalée, il faut préalablement faire avancer l'idée de l'union politique ou au moins celle d'un fédéralisme budgétaire et donc renoncer à un minimum de souverainetés nationales au profit d'une souveraineté proprement européenne.

Selon moi, il faut tirer les conséquences de cette double impossibilité, celle de continuer à fonctionner avec un euro tel qu'il est et celle de le « réparer » sérieusement et durablement.

- Le pari consiste alors à sortir de cet euro-là pour en reconstruire un tout autre, en réunissant les pays qui exprimeraient la volonté politique de partager « pour le meilleur et pour le pire » une « union économique et monétaire » optimale (au sens de la meilleure possible, compte tenu des contraintes), avec

entre autres composantes une monnaie unique (ou seulement commune), d'en assurer ensemble la gouvernance - sans s'exposer aux affres de l'orthodoxie ordolibérale et d'une vision dogmatique des questions monétaires et budgétaires -, de veiller à ce que le fédéralisme monétaire s'accompagne d'un véritable fédéralisme budgétaire, donc d'une harmonisation fiscale - elle-même accompagnée d'une harmonisation sociale. L'ensemble serait soumis aux règles d'une démocratie bien réelle et non aux diktats d'une technocratie toute puissante, aux décisions d'un pouvoir politique et non aux mécanismes aveugles d'une concurrence soi-disant « libre et non faussée » ; en reconnaissant le rôle irremplaçable de l'État comme garant des biens communs, comme protecteur contre les différentes formes d'inégalités quand elles heurtent la justice sociale, et comme régulateur, stratège et promoteur des activités économiques productrices de prospérité : Keynes et Schumpeter, vous qui avez démontré l'intérêt de l'interventionnisme étatique dans une économie qui est toujours en déséquilibre, l'un parce que les marchés sont toujours imparfaits - l'État doit alors être réactif -, l'autre parce que l'évolution des technologies est toujours déstabilisante - l'État doit alors être proactif -, revenez nous aider ! Et écoutons aussi les analyses de Michel Aglietta sur les ravages de la financiarisation excessive de l'économie et de la dimension actionnariale prédominante du capitalisme actuel.

Soulignons que ce troisième pari, d'inspiration franchement fédéraliste, ne nie pas pour autant les États-Nations, qui restent incontournables, surtout en Europe à cause ou grâce à son histoire (on parle à juste titre de « vieux continent »). Il est incontestable que les pays européens sont différents par leur histoire, leur culture, à commencer par leur langue, également par leurs atouts et leurs contraintes. Mais deux faits permettent de transcender ces différences, et même de les transformer en richesses à partager : d'abord, les citoyens peuvent avoir plusieurs appartenances (ici, Nation et Europe) et ensuite, pour que des pays européens se rassemblent pour former une fédération viable, la condition sine qua non est leur adhésion aux mêmes valeurs fondamentales.

Un autre argument important, voire décisif, milite en faveur de ce troisième pari : les deux autres sont fondés d'une manière ou d'une autre sur un accord au sein du « couple franco-allemand ». Or, cet accord n'est ni facile ni même souhaitable. En effet, d'abord de nombreux États membres vivent mal cette forme de domination qu'exerce le couple franco-allemand sur le reste de la zone euro et de l'UE, ensuite, les points de vue français et allemands restent très différents sur des questions essentielles comme le type de fédéralisme qu'il faudrait instaurer ou la forme que pourrait prendre une meilleure coordination des politiques économiques et sociales, enfin la France est en position d'infériorité par rapport à l'Allemagne, le couple est dissymétrique et, comme je l'ai écrit déjà ici, la politique macronienne se fonde dans le moule de l'ordolibéralisme allemand. Alain Frachon écrit dans une chronique qui paraîtra dans *Le Monde* du 28 décembre 2018 : « Le célèbre couple franco-allemand ne fait pas d'enfant. Il est en désaccord sur à peu près tous les sujets qui comptent : budget européen et imposition des GAFAs, notamment. La presse d'outre-Rhin peint la France aux couleurs d'un pays du Club Med, incapable de tenir ses engagements de réformes "structurelles" ».

Le sinologue suisse réputé Jean-François Billeter fait paraître début janvier 2019, chez l'éditeur Allia : « Demain l'Europe ». Ce livre de 47 pages seulement, mérite d'être lu ! « L'Europe est en crise parce que les Européens ont besoin d'un État européen fort et démocratique, mais tiennent à leurs États

nationaux parce que l'Union européenne n'est ni forte ni démocratique. Ils sont pris comme dans un piège et n'en sortiront qu'en tranchant la question de la souveraineté. Ils ne pourront pas avoir les deux, les souverainetés nationales auxquelles ils tiennent, et l'Europe souveraine, forte et démocratique, dont ils ont besoin. S'ils ne tranchent pas, ils n'auront ni l'un ni l'autre ». Ailleurs, l'auteur note que « à la différence de la Chine, de la Russie et des États-Unis qui se considèrent aujourd'hui comme des nations et se conduisent en puissances nationalistes, l'Europe n'est pas une nation et ne le sera jamais. Son projet doit donc être d'une autre nature. (...) Si les Européens veulent avoir un avenir, ils doivent se proclamer citoyens d'une République européenne ». Cela n'est pas utopique puisque les Européens ont un passé commun ; comme l'écrit François Reynaert, ils ont le même univers historique.

Le livre de Jean-François Billeter renvoie à la réflexion que faisait Jean-Marie Ruiz dans sa contribution au livre paru en avril 2006 aux Presses universitaires du Septentrion : « États-Unis / Europe. Des modèles en miroir », intitulée « Le défi fédéraliste : les problématiques communes aux Pères fondateurs des États-Unis et aux partisans d'une fédération d'États-nations européenne ». « L'Union Européenne, comme jadis la confédération américaine, semble en effet avoir atteint le stade où un choix fondamental doit être fait parce qu'il ne paraît plus possible de concilier la souveraineté des États et l'approfondissement et/ou l'élargissement de l'union. (...) Il s'agit d'une part de démontrer qu'il existe des motivations communes chez ceux qui, à plusieurs siècles de distance et sur deux continents différents, s'efforcèrent de bâtir des institutions nouvelles pour concilier unité et diversité, et d'autre part de montrer que, pour cette raison même, ils furent confrontés à des défis de nature assez similaire ». Pour Jean-Marie Ruiz, il y a deux principaux objectifs communs aux États-Unis et à ce que pourraient être les États-Unis d'Europe : « atteindre un niveau de puissance jugé inaccessible à chaque État pris séparément », « pérenniser la paix entre des États voisins ». La faisabilité d'une Europe fédérale semble certes a priori difficile sinon impossible ; « deux arguments principaux sont souvent utilisés pour étayer ce point de vue : les treize États américains, contrairement aux pays membres de l'Union européenne, n'étaient pas souverains depuis assez longtemps pour être attachés à cette souveraineté et la défendre ; d'autre part, il existait une culture et une langue communes, en un mot une identité commune qui en faisait une nation. Ces observations sont, à l'évidence, globalement justes mais doivent néanmoins être nuancées sous peine de perdre de vue l'existence de défis similaires qui, bien que moins évidents à première vue, ont naguère contraint les Américains, non moins que les Européens d'aujourd'hui, à sortir des sentiers battus et à expérimenter de nouvelles doctrines et institutions politiques ».

Notons que deux ans auparavant, Florence Deloche-Gaudez et François Vergniolle de Chantal traitaient dans la revue « Critique internationale » du thème de « Citoyenneté et fédéralisme aux États-Unis et en Europe ». Dans leur conclusion, ils posaient la question : « la comparaison des trajectoires des deux « Unions » conduit à s'interroger sur la nature de la construction européenne. Doit-elle suivre la voie, tracée par les États-Unis, de la mise au point d'une Constitution fondatrice et difficile à amender, bref d'une référence stable ? Ou bien la diversité des intérêts et des perceptions l'obligera-t-elle à se « ré-accorder » régulièrement sur les termes d'un « Accord constitutionnel » plus souple et plus facile à réviser ? »

Pour simplifier, le pari n°1, celui d'A. Merkel, correspond à une révision de la zone euro, le pari n°2, celui d'E. Macron, à une réforme et le 3^{ème}, qui a ma préférence, à une refonte. Chacun de ces paris a sa logique, ses coûts et avantages, ses ambitions, ses horizons et temporalités.

♦ **PS 1** (du dimanche 10 juin 2018) : dans *Le Monde* paraissent ce jour des articles de T. Piketty et P. De Grauwe qui font écho, ni plus ni moins, aux lignes qui précèdent. Voir des extraits significatifs de ces articles dans mon « Historique de l'euro ».

♦ **PS 2** : Pour le pari de la refonte, j'indique que « pour que des pays européens se rassemblent pour former une fédération viable, la condition sine qua non est leur adhésion aux mêmes valeurs fondamentales ». Dans l'édition du journal *Le Monde* des dimanche 12 et lundi 13 août 2018, le philosophe Claude Obadia donne un point de vue intéressant sur les valeurs fondamentales auxquelles devaient tous adhérer les pays décidés à former ensemble une Europe fédérale : « L'Europe n'existera que lorsque les peuples européens se reconnaîtront dans l'idée de l'Europe. C'est à cette condition sine qua non qu'ils parviendront à s'affirmer européens. Considérer que l'identité européenne n'est qu'une disposition à s'ouvrir à toutes les identités, loin de fonder la possibilité de l'Europe, nous condamne en vérité à la défaire ! (...) Si le choix est celui de l'Europe, alors il se doit d'être celui du culot dont fit preuve en son temps Benda. Il se doit aussi d'être celui du courage : celui d'affirmer que l'Europe est le nom d'un ensemble de valeurs héritées de son histoire et, en l'occurrence, de l'influence conjointe de la culture gréco-romaine et de la spiritualité judéo-chrétienne. (...) Si nous voulons construire l'Europe, nous devons affirmer haut et fort notre attachement à ces valeurs. Pratiquement, cela consiste à promouvoir ce que l'on pourrait appeler les « maximes du sens commun européen ». Première maxime : être fier, à l'aune des sources historiques de l'Europe, d'être démocrate et laïque. Deuxième maxime : être fier de croire à la dignité de la personne humaine sans distinction de sexe, de religion ni d'opinion. Troisième maxime : oser affirmer que ces valeurs ne sont pas négociables. Car ce n'est pas en oubliant notre identité que nous pourrions nous ouvrir à la diversité et permettre aux Européens de se reconnaître dans l'Europe. C'est en la cultivant. Alors seulement les peuples européens pourront avoir envie de l'Europe ! »

Note : plus haut dans son article, C. Obadia cite une phrase de Julien Benda qui date de 1933 : « l'Europe ne sera pas le fruit d'une simple transformation économique ou politique. Elle devra d'abord accomplir une révolution dans l'ordre intellectuel et moral ».

♦ **PS 3** : En date du 14 février 2019, Natixis fait paraître un Flash Economie pour traiter de la question importante pour nous ici : « La France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie peuvent-elles avoir la même monnaie avec des écarts de comportement de choix sociaux aussi importants ? ».

Ses éléments de réponse sont les suivants :

« Les chocs asymétriques sont très néfastes dans une Union Monétaire puisqu'il existe une seule politique monétaire ; mais ces chocs peuvent être corrigés en utilisant la politique budgétaire.

Les asymétries structurelles, qui résultent d'écart entre les comportements des agents économiques, entre les choix sociaux, sont extrêmement dangereuses dans une Union Monétaire quand elles conduisent à des niveaux souhaitables différents des taux d'intérêt et des taux de change.

Or, c'est le cas entre la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie avec :

- les écarts entre les comportements d'épargne du secteur public et du secteur privé (d'accumulation d'actifs ou de dettes) qui devraient entraîner des taux de change réels différents ;
- les écart entre les comportements d'endettement et les formations des prix de l'immobilier, qui devraient entraîner des taux d'intérêt différents ;
- les écarts entre les degrés de flexibilité des marchés du travail et la formation des salaires, qui devraient entraîner des taux de change nominaux différents ;
- les écarts entre les tailles souhaitées de la protection sociale et en conséquence les pressions fiscales sur les entreprises, qui créent un biais de compétitivité-coût qui ne peut pas être corrigé ».

On peut tirer de cette étude trois enseignements très différents, deux aux antipodes l'un de l'autre, et le troisième, intermédiaire en quelque sorte :

- 1- Il faut absolument tout faire pour mettre en œuvre la « refonte de la zone euro » que j'appelle de mes vœux.
- 2- C'est en définitive impossible de déboucher sur une zone euro profitable à tous les pays partenaires.
- 3- Comme l'étude montre que les quatre pays analysés s'opposent en réalité, principalement, avec d'un côté l'Allemagne et de l'autre les trois autres pays. Faut-il y voir alors une possibilité de reconfigurer la zone euro ?

Si on met en relation ce dernier enseignement avec le premier, se pose alors une question que l'on ne peut pas éviter : la refonte de la zone euro doit-elle se faire sans l'Allemagne ? Et, subséquentement, sans les pays qui partagent des caractéristiques similaires ? Autrement dit, la refonte de la zone euro doit-elle consacrer l'opposition entre les pays du Nord et les pays du Sud, ne serait-ce qu'en ce qui concerne l'orientation générale des politiques économiques et sociales ? Autrement dit encore, la refonte de l'euro doit-elle se faire en distinguant les pays qui adhèrent à l'ordolibéralisme et ceux qui n'y adhèrent pas ? Une fois les réponses apportées à ces questions certes radicales mais décisives, il faudra aménager une période de transition. Pendant cette période de transition, l'euro prendrait le statut de monnaie commune et les pays de la zone auraient pour objectif essentiel de faire en sorte que leur ensemble constitue une « zone unique » au sens de Christian Saint-Étienne (gouvernement économique + budget fédéral + encadrement de la concurrence fiscale et sociale entre les pays : voir dans notre historique à la date du 17 janvier 2018). Une fois cela acquis, il faudra que des conditions institutionnelles et politiques soient réunies pour réaliser un fédéralisme politique comme préalable à la fédéralisation économique. Ce n'est qu'après que l'euro pourra redevenir la monnaie unique, pleinement.

Nous avons en effet toujours prétendu qu'avec le traité de Maastricht on a mis la charrue avant les bœufs : pour que la zone euro puisse creuser son sillon, il faut remettre les bœufs avant la charrue !